

INCLUSION FINANCIERE



Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Inga Yawa, agricultrice et commerçante grâce au produit AGRISEF

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", Togo Matin vous conduit à Kara dans la préfecture de la Kozah pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages...

PAGE 2

ECONOMIE



Nouveau port de pêche

Plus de 8 000 emplois créés

Le nouveau port de pêche a été inauguré mercredi 24 avril par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Cet ouvrage va permettre de créer plus de 8 000 emplois.

PAGE 5

Paludisme

Un nouveau vaccin expérimental pour le début de la fin ?

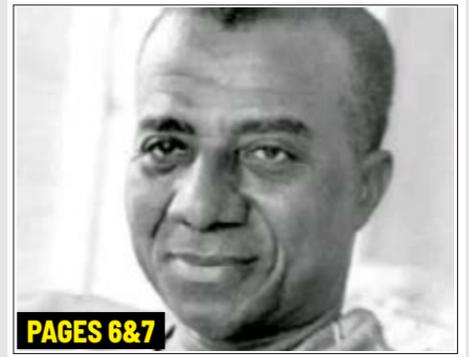
A quelques heures de la célébration de la Journée mondiale contre le paludisme, l'Organisation mondiale de la santé lance un nouveau vaccin expérimental...

PAGE 10

Dossier / L'indépendance du Togo

Que retenir des 59 années ?

L'histoire du Togo a été marquée par la colonisation, tout d'abord par les Portugais, puis les Allemands à partir de 1883, enfin les Britanniques et Français à partir de 1914-1916, avant l'indépendance en avril 1960. Le Togo a d'abord été un territoire convoité par l'Allemagne, la France et la Grande Bretagne...



PAGES 6&7



Administration publique

Le Togo se dote d'un complexe flambant neuf

Dans le cadre du 59^e anniversaire de l'indépendance du Togo, le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé, a inauguré le nouveau centre administratif des services publics de Lomé.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Le Togo, « un pas en avant, un pas en arrière » dans le classement mondial de la cybersécurité

L'Union internationale des télécommunications (UIT) rend public son indice mondial de la cybersécurité pour l'année 2018 (GCI). Le Togo, selon nos confrères du site actu-togo.com, fait un bond sur le plan mondial avec 5 places de gagnées. En revanche, notre pays perd 4 places dans le classement des pays de la zone Cédéao.

Considéré comme l'un des référentiels des données et des analyses mondiales les plus fiables et les plus impartiales au monde sur l'état du développement mondial des TIC, ce rapport est utilisé par plusieurs acteurs du secteur des TIC et numérique, indique le site ...

PAGE 3

RIDUTO®

RIZ DU TOGO

Le choix de la qualité et du bon goût

05 BP 328 Lomé -Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

1 kg ; 5 kg ; 25 kg ; 50 kg

RIDUTO & RIDUTO RICE sont des marques déposées.

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Processus de contractualisation Le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique présente les résultats</p>  <p>P 3</p>	<p>RDC 3 mois sans gouvernement pour le président Félix Tshisekedi</p>  <p>P 4</p>	<p>Finances Le budget de l'Etat gestion 2020 sera adopté sous forme de programmes</p>  <p>P 5</p>	<p>Santrinos & Kheteti « Gbédé », un morceau ou un clash ?</p>  <p>P 9</p>
---	--	---	---	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Inga Yawa, agricultrice et commerçante grâce au produit AGRISEF

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", Togo Matin vous conduit à Kara dans la préfecture de la Kozah pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de Madame Inga Yawa, 38 ans, qui après avoir obtenu les deux cycles du crédit AGRISEF auprès de MUFEC, un Prestataire de Services Financiers partenaire du FNFI cultive et commercialise aujourd'hui le maïs, le mil et les graines d'anacarde. Retour sur le parcours de cette quarantenaire qui constitue un véritable cas d'école dans sa communauté.

Le secteur agricole n'est pas seulement réservé aux hommes, et les femmes l'ont très bien compris et prennent d'assaut ce secteur pourvoyeur d'emplois avec une part importante dans le PIB de notre pays. Au nombre des femmes qui ont fait du secteur agricole une raison d'entreprendre, Madame Inga Yawa, du haut de ses 40 ans à très tôt compris que la terre ne trompe pas et que sa réussite dépendait de la terre qu'elle cultive depuis de nombreuses années déjà.

En 2017, alors qu'elle exerce une petite agriculture de subsistance, notre interlocutrice ne veut pas s'arrêter en si bon chemin, elle veut aller plus loin, rentabiliser ses activités à travers une activité à plus forte échelle.

"Je fais partie des personnes qui savent saisir toutes les opportunités offertes par les pouvoirs publics pour prendre leur destin en mains. Quand j'ai appris l'existence du Produit "Accès des Agriculteurs aux Services Financiers" (AGRISEF) du FNFI, je me suis tout de suite dit que

la chance que j'attendais de pouvoir me lancer dans une agriculture de haute qualité se présentait enfin. Je n'ai pas perdu le temps, je me suis alors rapprochée de MUFEC, un Prestataire de Services Financiers partenaire du FNFI pour mieux me renseigner sur les conditions et modes opératoires dudit produit. C'est alors que j'ai compris que je remplissais toutes les conditions pour avoir accès au crédit agricole du FNFI".

Les différentes sessions d'information et de sensibilisation organisées aussi bien par le FNFI que par les Institutions de Microfinance partenaires permettent à toutes les populations bénéficiaires potentielles des différents produits du FNFI d'être mieux informées des caractéristiques des produits et de déterminer le mieux avec l'activité qu'il ou elle souhaite exercer.

"Une fois que j'avais toutes les informations relatives au crédit agricole, je me suis donnée toutes les chances de me plier aux exigences



Inga Yawa

requis. Constitution d'un groupe solidaire de 4 personnes, formation technique et financière requise puis j'ai obtenu la première tranche de crédit de 100.000 FCFA. Cette somme m'a permis d'acheter des intrants et des semences puis j'ai commencé l'exploitation de ma superficie cultivable. Et fort heureusement, ma production a très marché, vu que nous avons eu une très bonne saison pluvieuse cette

année... Plus tard après mon remboursement intégral de mon premier crédit, j'ai obtenu la seconde tranche de crédit également d'un montant de 100.000 FCFA. Avec cette somme, j'ai diversifié mon activité avec la commercialisation des graines d'anacardes. Et comme vous voyez, pour cette foire agricole organisée en marge du onzième Forum National du Paysan Togolais, je commerciale toutes mes productions composées

entre autre de maïs, de mil et des graines d'anacardes. Je ne vous cache pas que je fais de très bonnes affaires dans ma localité. Ceci me permet de pouvoir rentabiliser mon activité et de pouvoir faire des réalisations. Si modeste soit-elle, j'estime que mon activité me permet aujourd'hui de m'affirmer dans ma société, car sans tendre la main je parviens à subvenir à mes besoins."

KD



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavé: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... Le Togo se classe au 151e rang sur 175 pays évalués dans le cadre du GCI 2018. Il figure à la 11e position sur les 13 pays de la Cédéao évalués et se classe 33e sur le continent. À l'occasion de la précédente édition 2017 du GCI, le Togo occupait le 156e rang au niveau mondial, et la 7e place dans la zone Cédéao. La Cedeao, dispose depuis quelques années d'une directive

baptisée C/DIR/1/08/11 qui une base juridique sur laquelle l'ensemble des pays de la Cedeao devront s'appuyer pour déterminer leur propre législation en termes de cybersécurité. L'Assemblée nationale a voté en décembre dernier un projet de loi sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité. Selon un haut expert cyber sécurité - qui accorde une interview à paraître bientôt dans TogoMatin - le Togo est un hub financier avec tous les sièges de

banques sur place et en tant que tel, le Togo n'est pas en retard en termes de cybercriminalité par rapport à ses voisins. Selon, lui, les chiffres sont assez effarants. « Il y a des études qui parlent de plus de 100 milliards de dollars US perdus par an en Afrique pour cause de cybercriminalité. Quand on prend les impacts directs et les impacts indirects, c'est-à-dire si le système d'information n'est plus disponible, cela veut dire que des

employés ne peuvent plus travailler, que l'on ne peut plus passer de commandes ou honorer ses services, etc. c'est potentiellement de futurs clients que je n'acquiers pas. Quand on prend en compte tous ces aspects, on atteint des chiffres qui vont à plus de 100 milliards de perdus en Afrique par an. Donc c'est beaucoup d'argent. Tout le monde est concerné. Ce n'est pas qu'une affaire des banques. Toute entreprise qui dispose d'un

système d'information est concernée par la cybersécurité. »

Rappel. L'UIT est l'agence spécialisée des Nations unies pour les technologies de l'information et de la communication. Cet indice est la principale référence internationale publique pour mesurer l'engagement de pays membres de l'ONU pour la cybersécurité.

Dieudonné Korolakina

Administration publique Le Togo se dote d'un complexe flambant neuf

Dans le cadre du 59^e anniversaire de l'indépendance du Togo, le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé, a inauguré le nouveau centre administratif des services publics de Lomé.

Le chantier était en cours depuis des mois et suscitait assez d'engouement et surtout de la curiosité auprès de la population. Situé non loin de la nouvelle présidence de la République, beaucoup se demandaient l'objectif final de ce vaste chantier. La presse n'a pas tardé à comprendre et à révéler qu'il s'agissait d'un nouveau centre

administratif des services publics en construction en vue de décongestionner l'ancien quartier administratif et surtout améliorer les conditions de travail des fonctionnaires de ces services. Entre-temps, certains ministères comme celui de la Justice, des Enseignements primaire et secondaire et celui de la Santé et de l'Hygiène



Remise symbolique de clé entre l'ambassadeur de Chine et Faure Gnassingbé

publique y ont élu domicile. Mais l'on apprend aussi que le vaste domaine qui vient d'être inauguré par Faure Gnassingbé, sera aussi occupé

par le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Production animale et halieutique. Peut-être que d'autres services de l'Etat rejoindront le site dans

les mois et années à venir, vu que des constructions se poursuivent là-bas. Son extension n'est donc pas exclue. Le bâtiment est donc de la République populaire de Chine. D'un coût total de 18 242 674 020 FCFA, les travaux ont duré 36 mois.

Le complexe est composé d'un bâtiment principal à trois étages (R+3) avec sous-sol, d'une salle de conférence et d'une cantine, d'une voirie et réseaux intérieurs. Outre les locaux, le bâtiment dispose d'un parking au sous-sol pour 62 véhicules, d'un parking extérieur pour 120 véhicules et d'un parking pour moto avec une clôture linéaire de 680 m.

E. Dadzie

Processus de contractualisation Le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique présente les résultats

Le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique à travers son premier responsable, le professeur Moustapha Mijiyawa, a procédé hier à Lomé à la publication des résultats de l'approche contractuelle des services de santé au Togo.

La contractualisation est régie par une convention entre le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique et une entité non étatique. Elle repose sur plusieurs bases. Selon le contrat, la formation sanitaire garde son statut public, l'Etat garde son rôle et ses prérogatives, l'organigramme de la formation sanitaire reste en place.

La société contractante s'insère dans l'organigramme, apporte un appui à la gestion de la formation sanitaire par la mise en place d'outils permettant une gestion orthodoxe, inclusive et transparente ; elle n'y injecte pas de ressources, et est par l'Etat pour ses prestations de gestion. Un comité de trésorerie est mis en place et décide, sur la base des recettes de la formation, des dépenses dictées par les priorités de la formation retenues de façon consensuelle. Quelques mois après son expérimentation, le processus

de contractualisation des formations sanitaires apporte déjà des résultats tangibles. On note la disponibilité en médicaments dans les centres contractualisés, supérieur à 95% à Dapaong, Kara, Sokodé, Atakpamé et Blitta. L'on assiste aussi à un diagnostic pertinent des besoins et la salubrité dans les centres.

On relève aussi la motivation et la valorisation des agents désormais impliqués dans la gestion à travers le comité de trésorerie. Il y a eu aussi le renforcement de l'appui des partenaires avec la réhabilitation de la réanimation et du bloc opératoire du CHR d'Atakpamé par l'Etat d'Israël d'un montant de 167 millions de francs CFA.

Rappelons aussi l'équipement en appareil de radiographie du CHU-Kara par l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) d'un montant de 170 millions de FCFA. L'appui



Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé dans un centre contractuel

de la Banque mondiale permettra la dotation en équipements et l'extension de la contractualisation au CHU-Campus, au CHR Lomé commune, à l'hôpital de Bè, aux CHP de Kpalimé et de Notsé, au cours de l'année 2019.

Tous ces résultats encourageants ont été rendus publics devant la directrice régionale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le Dr Matshidiso Moeti qui a déclaré : « je suis venue ici au Togo pour apprendre des réussites

du système de santé. Je félicite le gouvernement pour son engagement ». Plusieurs enseignements ressortent de ces quelques mois de contractualisation.

La clé de la réussite de la mise en œuvre de la réforme et des résultats y afférents réside avant tout dans l'engagement et la forte implication des plus hautes autorités de notre pays. Une bonne gestion peut assurer le bon fonctionnement de nos hôpitaux par le biais notamment d'une fourniture

en équipements et en intrants basiques, et le paiement régulier de primes et ristournes du personnel ; les deux bras de la balance visant à asseoir un système de santé robuste et résilient vont ainsi de pair.

La bonne gestion contribuerait à fournir des éléments de réponse à de récurrentes préoccupations. Enfin, il est possible d'imprimer une autre orientation aux actions des partenaires du système de santé, basée sur les besoins propres. Pour l'avenir, le ministère de la Santé compte communiquer les résultats enregistrés, motiver les acteurs à travers un bonus en fonction de la productivité, procéder à l'extension de la contractualisation à tout le CHU-SO et à d'autres formations sanitaires. Il s'agira aussi d'équiper les centres contractualisés en imagerie et en laboratoire : dotation des CHU et des CHR en scanners selon une procédure d'achat groupé prenant d'emblée en compte la maintenance, l'entretien et les réparations. Une revue externe sera effectuée pour une évaluation permettant des ajustements.

Edem Dadzie

Egypte/Referendum**88% de « OUI » : l'inévitable plébiscite qui renforce les pouvoirs du président Al Sissi**

Comme prévu, le « oui » a largement remporté le référendum de remaniement de la Constitution égyptienne, a annoncé mardi 23 avril l'Autorité nationale des élections. Le président Abdel Fattah al-Sissi pourra désormais rester au pouvoir jusqu'en 2030 et l'armée devient le garant du respect de la Constitution.

Les Égyptiens ont voté du samedi 20 au lundi 22 pour ou contre la modification de plusieurs articles de la Constitution qui limitait notamment la présidence à deux mandats consécutifs de quatre ans. Seuls 11,17% des électeurs « se sont prononcés contre » cette révision et « le taux de participation (...) a atteint 44,33% », selon le président

de l'institution, Lachine Ibrahim. Si le référendum a été organisé en un temps record – quatre jours après un vote au Parlement –, il l'a été sans véritable débat de fond sur les enjeux de la réforme.

L'opposition et les ONG de défense des droits de l'homme, qui ont dénoncé

un renforcement de « l'autoritarisme » du régime, ont été écartées des grands médias.

La révision constitutionnelle permet de faire passer le deuxième mandat d'al-Sissi de quatre à six ans, portant son terme à 2024. L'ex-maréchal pourra se représenter à un troisième mandat, de six ans, lors de

**Abdel Fattah al-Sissi**

l'élection de 2024. Au-delà de la prolongation de sa présidence, la révision constitutionnelle permet d'accroître son contrôle sur le système judiciaire. Elle octroie également un pouvoir politique à l'armée, pilier du régime de Sissi. Fait remarquable à noter toutefois, le taux des suffrages qui se sont

opposés à cette révision. 12%, un taux record, qui dépasse celui du dernier référendum depuis l'arrivée du président Sissi. Preuve que de plus en plus de voix s'élèvent, malgré tout, contre cette présidence à vie qui ne dit pas son nom, mais qui continue son bonhomme de chemin.

T.M.**RDC****3 mois sans gouvernement pour le président Félix Tshisekedi**

Cela fait trois mois, ce mercredi 24 avril, que le président Félix Tshisekedi a été investi président en République démocratique du Congo (RDC) au terme d'une transition de pouvoir pacifique, la première dans le pays. Mardi, en déplacement à Kisangani, il a promis que le Premier ministre serait nommé bientôt, ainsi que son gouvernement. Mais il n'a annoncé aucune date et une partie de la population s'impatiente.

Quel bilan dressent les Congolais de l'action du nouveau président depuis son arrivée ? Mais aussi de la mainmise que la coalition de l'ex-chef de l'État conserve sur l'exécutif, lui dont la coalition reste largement majoritaire au Sénat et à l'Assemblée ? À Kinshasa, les étudiants de l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (Ifasic) sont partagés. Une dizaine d'entre eux

travaillent dans la cour de la faculté, dont Martine Galula. La jeune femme estime qu'un vent nouveau souffle sur son pays depuis l'élection de Félix Tshisekedi. Même si ce n'est pas parfait. « Oui, on a vu un changement, dit-elle. Les routes sont en train d'être construites. On sent qu'il a la volonté de changer les choses. Mais c'est comme si on le retenait, il est un peu limité. »

Limité, précise Dieumerici

**Félix Tshisekedi**

Lusakumunu, par l'accord de partage du pouvoir qui le lie à Joseph Kabila. Pris entre les attentes de la population et celles de l'ex-président, l'équation est difficile pour le chef de l'État, estime cet étudiant : « Cette dichotomie oblige le président à une certaine impasse. Comment faire les

deux choses à la fois ? C'est un problème. Le président ne s'affirme pas encore en tant qu'autorité. »

Et ce qui inquiète surtout dans les rangs de la faculté, c'est l'absence d'un Premier ministre trois mois après l'investiture du nouveau président. Pour Théophile Mangouzouni, il est urgent

d'avancer : « Le président ne peut pas travailler sans gouvernement. Maintenant, nous sommes bloqués en tout. On a même refusé d'engager les jeunes dans les entreprises publiques, qui ne les engagent plus sous prétexte qu'il n'y a pas de gouvernement. »

Un Premier ministre, « oui », renchérit à ses côtés Baby Matchekwa, agent de maintenance à la faculté, mais pas n'importe qui : « Notre crainte est que le même système continue. Ce qui fait que nous ne voulons pas continuer toujours avec des famines et des problèmes qui se sont passés dans les années antérieures. »

Rfi.fr**Nigéria/Gouvernance****Buhari augmente le salaire minimum de 67%**

C'est une promesse de campagne que le président Muhammadu Buhari vient de tenir, en officialisant la loi sur le salaire minimum désormais fixé à 30 000 nairas, contre 18 000 jusqu'ici. Seules les entreprises de moins de 25 salariés en sont exemptées.

Au Nigéria, les entreprises, peu importe la nature de leurs activités, ne pourront plus verser un salaire inférieur à 30 000 nairas (environ 83 dollars). La loi y afférente est entrée en vigueur ce jeudi 18 avril, immédiatement après sa signature par le président Muhammadu Buhari. Il s'agit là d'une augmentation de près de 67% du salaire minimum qui était jusque-là

de 18 000 nairas (environ 50 dollars).

Dans le détail, cette loi ne s'applique pas aux entreprises d'un effectif de moins de 25 personnes, comme précisé par un officiel de l'Assemblée nationale sur TVC News Nigeria. Dans les cas où elle s'applique, la loi donne cependant le droit aux travailleurs de poursuivre les employeurs hors la loi,

pour récupérer le solde dû. La Commission nationale des revenus et des salaires et le ministère du Travail sont responsables de l'application de la loi sur toute l'étendue du territoire. Les travailleurs nigériens attendaient depuis longtemps l'augmentation du salaire minimum, d'autant que c'était l'une des promesses de campagne du président Buhari. Sur place, les interrogations

**Muhammadu Buhari**

furent quant à la capacité de l'État à assurer le coût financier que cela devrait engendrer pour la fonction publique, d'autant que le pays tend à peine à se relever de la récente crise du pétrole dont l'économie est largement tributaire.

Par ailleurs, dans un pays où le secteur informel est largement répandu, ils sont probablement nombreux, ces Nigériens qui n'auront peut-être jamais droit à 30 000 nairas de salaire mensuel.

Nouveau port de pêche Plus de 8 000 emplois créés

Le nouveau port de pêche a été inauguré mercredi 24 avril par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Cet ouvrage va permettre de créer plus de 8 000 emplois.

Les acteurs du secteur de la pêche disposent d'un port de pêche flambant neuf. La cérémonie officielle d'inauguration de ce nouveau joyau a été organisée hier par le ministère de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique en collaboration avec le ministère des Infrastructures et des Transports.

Le nouveau port de pêche a coûté environ 20 milliards FCFA. Les travaux ont été réalisés grâce à l'appui de la coopération japonaise à travers l'Agence japonaise de

Coopération internationale (JICA).

Plusieurs emplois seront créés pour le secteur de la pêche au Togo. L'ouvrage permettra de consolider 8000 emplois dont 3 500 transformatrices de poissons, 1500 mareyeuses et 3 000 pêcheurs.

Le port de pêche de Lomé permettra aussi de créer 5 000 nouveaux emplois directs et indirects pour le développement des activités connexes notamment la réparation des moteurs hors bords, la réparation des filets, le traitement de poissons, la



Le nouveau port de pêche

fabrique et la vente de glace, la vente de matériel de pêches, la restauration, les services financiers (IMF), l'entretien des installations etc.

Avec une capacité d'accueil

de 300 à 400 pirogues, ce port de pêche est équipé en infrastructures modernes de débarquement, de conservation et de vente des produits de la pêche.

L'infrastructure permettra d'améliorer les conditions de travail des acteurs du secteur avec un grand espace maritime et un environnement adéquat conforme aux normes internationales.

Le secteur de pêche contribue à l'économie togolaise. Il fournit environ 25 000 tonnes de poissons et contribue à 4,5% du PIB primaire. La pêche maritime est le plus gros pourvoyeur de produits halieutiques avec une production annuelle d'environ 20 000 tonnes correspondant à 80% de la production nationale.

Le nouveau port de pêche de Lomé va accueillir plus de 3000 pêcheurs, 5000 mareyeurs et des transformatrices de poissons.

Félix Tagba

Agence pour l'Assurance du commerce en Afrique Un outil pour la poursuite du développement économique et commercial

L'Assemblée nationale togolaise a adopté mercredi 24 avril, le projet de loi de ratification de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (CACA). Selon le ministre de l'Economie et des Finances, cette agence va permettre la poursuite du développement économique et commercial du pays.



Sani Yaya

Les députés autorisent le Togo à adhérer à l'accord portant création de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (CACA). Cet accord a été adopté le 18 mai 2000 à Grand Baie en Ile Maurice. Cette agence sera chargée d'appuyer le commerce et l'investissement en Afrique. Elle va également encourager la fourniture ou l'appui en assurance, y compris la coassurance et réassurance, les garanties, ainsi que d'autres instruments financiers et services à des fins d'échanges commerciaux, d'investissements et d'activités productives dans les Etats africains. L'Agence va aussi renforcer les prestations des secteurs public ou privé existant en la matière.

En adhérant à cet accord, le Togo pourra bénéficier des avantages socioéconomiques. L'Agence va contribuer à la réduction de la pauvreté, à travers un partenariat plus

soutenu avec les autres Etats africains, dans les institutions multilatérales de développement ainsi que le secteur privé, dans les domaines du commerce, des investissements et d'autres activités productives. Elle permettra également à notre pays de bénéficier de l'expertise nécessaire à la promotion de l'investissement et du commerce sous toutes ses formes.

Pour Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances le Togo dispose désormais d'un outil juridique important pour la poursuite de sa politique de développement économique et commerciale. « Cette adhésion cadre avec la mise en œuvre du Plan national de développement qui prévoit de faire du Togo un pays attractif, avec une économie forte, résiliente, durable inclusive, bref une économie assurant un mieux-être à ses populations » a précisé M. Yaya.

F.T.

Finances

Le budget de l'Etat gestion 2020 sera adopté sous forme de programmes

Le ministère de l'Economie et des Finances a ouvert mardi 23 avril à Lomé un atelier sur la revue qualité des programmes des ministères. La rencontre vise à permettre aux participants d'étudier les bonnes pratiques pour une meilleure gestion des finances publiques.



Badanam Patoki

L'atelier sur la revue qualité des programmes des ministères a réuni des cadres de l'administration. Au cours de cette rencontre, les participants vont examiner les différentes méthodes pour une gestion efficace des finances publiques. A l'ouverture des travaux, le secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances Badanam Patoki a indiqué : « le budget de l'Etat, gestion 2020 sera présenté et adopté exclusivement sous forme de programmes ». La mesure vise selon lui à remplacer le budget de moyens actuellement en vigueur qui a prouvé ses limites.

Cette décision va s'appliquer à compter du 1er janvier 2020. Elle répond aux directives de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) en matière de réformes des finances publiques pour permettre aux Etats membres de l'Union une meilleure gestion.

La mesure est également conforme

au Projet d'appui à la gouvernance économique (Page) qui a pour objectif d'améliorer la gestion des investissements publics au Togo. Cet projet est constitué de 4 composantes notamment la gestion des investissements publics et des partenariats publics-privés, l'assistance technique et le financement basé sur les résultats pour la mobilisation de ressources, l'engagement citoyen et la redevabilité publique dans les processus budgétaires et dans les secteurs prioritaires, l'appui à la mise en œuvre du projet.

Pour le secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances la réforme va permettre d'accompagner le Plan national de développement. « La mise en œuvre du budget programme et les réformes y relatives soutiendront assurément le Plan national de développement (PND) », a indiqué Badanam Patoki.

F.T.

L'indépendance du Togo

Que retenir des 59 années ?

L'histoire du Togo a été marquée par la colonisation, tout d'abord par les Portugais, puis les Allemands à partir de 1883, enfin les Britanniques et Français à partir de 1914-1916, avant l'indépendance en avril 1960. Le Togo a d'abord été un territoire convoité par l'Allemagne, la France et la Grande Bretagne. La question de la réunification des Togo britannique et français au sein d'un même État, avait dominé le débat politique pendant les années 50. La victoire du Comité de l'unité togolaise (Cut) aux élections du 28 février 1958 sonne le glas de cette union. Mais il faudra attendre le 27 avril 1960 pour que l'indépendance pleine et entière soit acquise. Une indépendance qui sera commémorée pour la 59ème fois le samedi 27 avril prochain. Que retenir de la vie politique togolaise donc ?

Pour mieux aborder la sphère politique togolaise après les indépendances, besoin est de comprendre la chronologie des événements ayant conduit à l'indépendance. 1884 - Les Allemands établissent un protectorat sur le Togoland et instaurent le travail forcé qui permettra de construire des routes.

1914 - Les troupes anglo-françaises s'emparent du Togoland au cours de la Première Guerre mondiale.

1919 - Le traité de Versailles de juin 1919 entérine le partage du Togoland entre la Grande-Bretagne (partie occidentale) et la France (partie orientale).

1956 - En octobre 1956, le Togoland « français » devient une République autonome au sein de l'Union française,

tout en conservant son statut de territoire sous tutelle de l'ONU. La partie « britannique » a choisi de fusionner avec la colonie voisine de la Gold Coast pour former le Ghana quelques mois plus tôt au terme d'un référendum supervisé par l'Onu. 1958 - Le 27 avril, les élections législatives, contrôlées par l'Onu, aboutissent à une victoire écrasante du Comité de l'unité togolaise (Cut), le parti indépendantiste. Sylvanus Olympio, « bête noire » de la France coloniale, est nommé Premier ministre avant d'être élu président de la République en mai 1961.

1960 - Au terme d'une transition en douceur, le Togo devient officiellement indépendant le 27 avril 1960.



Sylvanus Olympio

par son chef Gnassingbé Eyadema instaure une politique de nationalisation, notamment celle des phosphates, une des principales richesses du pays et développe aussi une politique de promotion agricole afin de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Durant les années 1970, la conjoncture internationale devient enfin favorable, les nombreux investissements étrangers permettent un développement important du pays, entraînant une certaine prospérité. En 1996, les présidents ghanéens et sud-africains se rendent à Lomé et font une escale à Pya, le village natal du président. Les relations avec le Ghana de Jerry Rawlings s'améliorent grandement et le Togo établit même des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud, notamment lors de la visite de Nelson Mandela en mars 1996. Les différents partis politiques soutenant Gnassingbé Eyadéma et ceux de l'opposition signent un accord le 29 juillet 1999, afin d'enrayer la crise politique qui perdure depuis les années 1990. En effet, les partis d'opposition ont boycotté les législatives de mars 1999 en raison de la réélection contestée du président en juin 1998. Le président s'était engagé à dissoudre l'Assemblée nationale et à organiser des élections législatives en mars 2000 pour que d'autres formations politiques puissent entrer au Parlement.

N'ayant pas tiré leçon du passé, l'opposition togolaise s'effrite

Entre septembre et octobre 2017, des manifestations avaient drainé une marée humaine dans les rues de Lomé et de plusieurs grandes villes du Nord. Objectif : obtenir la démission du chef de l'État Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis la mort de son père qui avait dirigé le Togo d'une main de fer pendant trente-huit ans. Mais depuis deux mois, ces mobilisations ont laissé place à la division au sein de la coalition C 14. La dernière manifestation remonte au 26 janvier, et elle n'avait réuni qu'un maigre cortège. Sept partis ont depuis claqué la porte de la coalition, dont le Parti national panafricain (PNP) de Tikpi Atchadam, l'homme fort du soulèvement populaire, en exil depuis plus d'un an.

L'Alliance nationale pour le changement (ANC) de l'ex-chef de file de l'opposition Jean-Pierre Fabre et le Comité d'action pour le renouveau (Car) de Yawovi Agboyibo, ancien Premier ministre et grande figure de l'opposition, ont eux aussi quitté la C 14 pour marquer leur désaccord avec l'orientation du mouvement. « Certains pensent qu'il faut restructurer la coalition et la doter d'une charte. Nous ne sommes pas d'accord, car ce n'est pas ce qui a manqué à la lutte: c'est plutôt la généralisation de la mobilisation », a expliqué le secrétaire général du PNP, Kossi Sama. Les autres membres de C14 ont admis à demi-mot l'échec de la coalition, affirmant dans un bilan publié le 12 mars qu'elle « n'a atteint aucun des

1967 à 2005: Le Togo entre agitation et prospérité



Gnassingbé Eyadéma

Devenu président de la République togolaise, Gnassingbé Eyadéma inaugure une longue période de calme et de développement qui

donne à l'étranger une image de stabilité qui permet, par la suite, des rencontres internationales lors des conférences de Lomé1, Lomé2 et Lomé3. L'État, dirigé

objectifs qu'elle s'est fixés ». « Le parcours de la coalition a été marqué par un déficit de cohésion et de confiance », ont-ils déploré.

Depuis 1990, l'opposition a souvent manqué de stratégie cohérente. Les tentatives de candidatures uniques ont toujours échoué la veille des élections présidentielles, laissant un boulevard au régime en place. L'opposition a également boycotté

des élections législatives, notamment en 2002, ce qui a permis au pouvoir de modifier à sa guise la Constitution. Elle a aussi boycotté celles du 20 décembre dernier. Cette décision « agit fortement sur la coalition. Les responsables de ce regroupement sont bien conscients qu'ils ont commis une grave erreur », estime Edouard Baglo, un politologue.

Source: Jeune Afrique

Togo Debout a participé à des manifestations organisées par la coalition, ou a vu la coalition se joindre à ses propres initiatives. Cette cohabitation n'a pas donné de grands résultats. Le problème, selon des observateurs avertis, c'est qu'à force de s'approcher des partis d'opposition, la société civile engagée n'a plus d'identité propre. Avec la capacité d'action dont il a su faire montre

à d'autres occasions, David Dosseh pourrait néanmoins repositionner autrement Togo Debout et donner une nouvelle option à ses interventions. L'idéal serait que cette société civile ne se substitue pas aux partis politiques dans leurs actions mais qu'elle devienne le porte-voix d'une dynamique citoyenne assumée.

Source: le temps

La société civile a du mal à convaincre



Monument symbolique de l'indépendance du Togo

La crise politique au Togo reste entière au fil des années. Alors que la principale coalition de l'opposition (C14) est déchirée par des dissensions profondes et que l'un des principaux membres a maille à partir avec les autorités, la société civile dont on attendait la rescousse est inaudible. Incapable de mobiliser et de proposer des alternatives crédibles, la société civile au Togo se cherche. La société civile togolaise est riche de plusieurs organisations engagées depuis de longue date pour la démocratie, les droits de l'Homme et d'autres questions de gouvernance. Si la plupart de ces structures se cantonnent

dans des démarches et actions traditionnelles d'engagement citoyen, on a vu ces derniers mois des entités -nouvellement constituées qui adoptent une posture plus offensive. En 2018, le Front Citoyen Togo dirigé par le médecin professeur David Dosseh avait pris des initiatives opportunes, positionnant cette organisation comme un acteur de référence dans la lutte pour le changement. Ancien syndicaliste révélé par le Synphot (syndicat des professionnels de la santé du Togo), le professeur Dosseh et son organisation se sont rapprochés de la Coalition de l'opposition (C14). Sans en être officiellement affilié,

Le développement du Togo est en phase de redressement

Le président Faure Gnassingbé et l'ensemble de son gouvernement sont à pied d'œuvre pour hisser le Togo en terme de développement sur tous les plans. Le Plan national de développement (PND / 2018 - 2022), est l'actuel grand et ambitieux projet que le Togo a adopté. Ceci pour soutenir et atteindre les Objectifs de

Une partie a déjà été décaissée par le Fonds monétaire international (FMI). Cet appui est destiné à appuyer les réformes économiques et financières. Selon les experts, la situation économique commence à s'améliorer après un passage difficile fin 2017 et début 2018 lié aux troubles politiques. L'exécution budgétaire va dans



Jean-Pierre Fabre et Faure Gnassingbé

développement durable (ODD). Déjà en octobre 2018, une délégation d'économiste était à Lomé, dans le cadre des audits au titre de la 3ème revue de la Facilité élargie de crédit (Fec). Ce dispositif permet au Togo de disposer d'un montant de 241,5 millions de dollars sur 3 ans.

la bonne direction et le Togo sera en mesure d'approcher ou pourra même se conformer aux critères de convergence de l'Uemoa avec un déficit de 3% du PIB', a indiqué Ivohasina Razafimahefa, chargé du Togo au Fonds monétaire international.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

africa

www.africardv.com

Rdv

L'Afrique, par des Africains, dans une perspective africaine



CFI
CENTRE FRANÇAIS
D'INFORMATION
COMMERCIALE



AMBASSADE DE FRANCE AU TOGO



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

Appel à candidature

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante trois (3) du **projet de formation et d'appui au secteur de l'audiovisuel et des médias (PROFAMED-Togo)** coordonné par le Ministère de la communication, des sports et de l'éducation à la citoyenneté et au civisme et l'Ambassade de France au Togo, un appel à candidature est lancé pour la présélection des candidats en vue d'une formation en perfectionnement en management des médias (gestion économique et marketing) et mise en œuvre par l'agence française de développement médias (CFI) et le Centre de formation et de recyclage en communication (CFRC).

Les conditions à remplir sont les suivantes :

Qualifications requises :

- être de nationalité togolaise ;
- avoir un bon niveau de culture générale ;
- avoir un niveau BAC et plus;
- avoir une solide connaissance des enjeux de la radio et de la télé ;
- avoir cinq (05) ans d'expérience professionnelle au minimum dans la direction, l'encadrement, et la gestion de médias (radio, télévision, presse ou web) ;
- notions de comptabilité souhaitées ;
- avoir une excellente connaissance de Microsoft Excel.

Contenu :

La formation vise à :

- Identifier les moyens disponibles pour accroître la viabilité économique d'une station ;
- Concevoir une grille de programme compatible avec le projet des radios et les moyens disponibles, et savoir la promouvoir auprès des annonceurs et partenaires potentiels ;
- Identifier et utiliser des procédures de gestion comptable adaptées ;
- Savoir identifier/restituer les ressources humaines nécessaires au fonctionnement des stations ;
- Connaître les notions de management et de responsabilité éditoriale, mettre en place des procédures permettant un respect des règles de déontologie du journalisme et un fonctionnement démocratique et pluraliste de la rédaction.

Public cible :

Centre de formation et de recyclage de la communication
Route de Togo 2000, à côté de la maison du hadj, B.P. 3146 Lomé -Togo. Tel. (229) 70 43 69 01
profamed.cfr@gmail.com



CFI
CENTRE FRANÇAIS
D'INFORMATION
COMMERCIALE



AMBASSADE DE FRANCE AU TOGO



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

Appel à candidature

Directeurs des radios, directeurs des télévisions, directeurs, personnels d'encadrement des médias ou chefs de service marketing/commercial.

Nombre de places disponibles : 8

Durée de la formation : Dix (10) jours sur deux (02) semaines consécutives.

Dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

1. Formulaire d'appel à candidature à retirer au Centre de formation et de recyclage en communication (CFRC) ou à télécharger sur le site du Ministère de la communication, des sports et de l'éducation à la citoyenneté et au civisme, dûment rempli ;
2. Adresse du site : www.communication.gouv.tg;
3. Une copie du passeport ou de la carte d'identité nationale en cours de validité.

Les candidats intéressés devront faire parvenir leur dossier de candidature au plus tard le **lundi 29 avril 2019, au Centre de formation et de recyclage en communication (CFRC) non loin de la maison du Hadj sur la route de l'aéroport ou à l'adresse email : profamed.cfr@gmail.com**

Pour plus d'informations, contactez le Centre de formation et de recyclage en communication. Tel : **70 43 69 01**

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

NB : Seuls les candidats retenus après étude des dossiers seront contactés.

Fait à Lomé, le **23 AVR 2019**



Ministre
Le Ministre de l'Éducation et de la Formation Professionnelle
FOLU BAZI

Centre de formation et de recyclage de la communication
Route de Togo 2000, à côté de la maison du hadj, B.P. 3146 Lomé -Togo. Tel. (229) 70 43 69 01
profamed.cfr@gmail.com

Santrinos & Kheteti

« Gbédé », un morceau ou un clash ?

L'étoile montante de la musique togolaise, Santrinos Raphaël a fait un featuring avec l'artiste Yaovi Kheteti. Titré « Gbédé » ou « Jamais » dans la langue locale, le fruit de la collaboration entre le jeune Santrinos et le super Kheteti fait son chemin sur les plateformes de musique ainsi que les réseaux sociaux. C'est une première. Cette collaboration entre les deux est à saluer, même si le morceau a tout d'un clash.

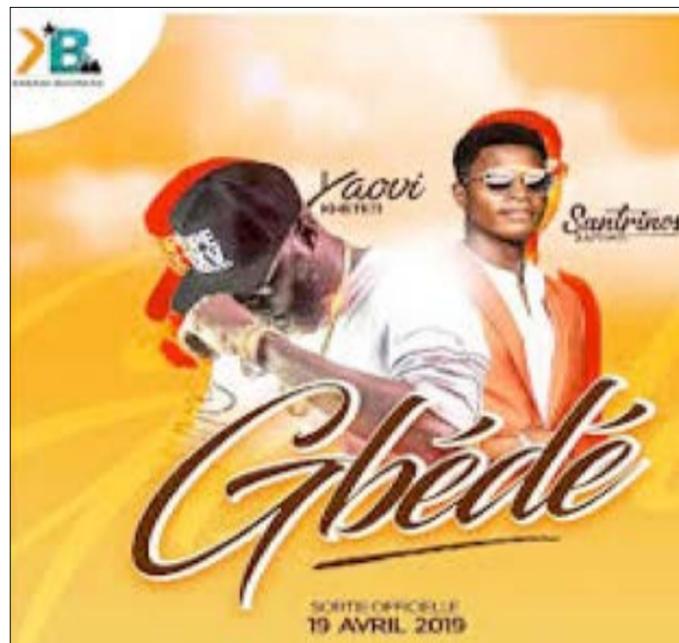
Le morceau « Gbédé » signé « Santrinos Raphaël » & « Yaovi Kheteti » à l'écouter attentivement, on se demande qui sont ces envieux à qui la chanson « Gbédé » est adressée ? En résumé, le fruit entre Santrinos et Yaovi dit ceci : « Je prends si bien soin de ma chérie ou encore de ma fiancée qu'elle ne pourra jamais me quitter. Peu importe vos commérages, vos haines et tout... Notre amour est assez fort et elle ne pourra jamais me quitter

». En attendant, le clip de ce duo entre les deux chanteurs togolais, les mélomanes et les fans vont se contenter du single en audio. La chanson s'adresse-t-elle aux rivaux de Santrinos Raphaël » & « Yaovi Kheteti ? Sinon en écoutant le nouvel opus du duo des deux artistes, on a comme l'impression que c'est un clash à l'endroit de quelqu'un, d'un groupe et j'en passe.

L'autre facette de cette

collaboration est le retour de l'artiste Yaovi Kheteti dans l'arène musicale. Cela fait un bon bout de temps qu'on n'a pas les nouvelles du 2pac togolais. Par ailleurs, ce duo relèverait d'une entente entre les étoiles montantes de la musique togolaise et les artistes confirmés qui ont longtemps fait la scène musicale au Togo.

De son nom à l'Etat civil Yao Richard Tadjro, Yaovi Kheteti est un artiste



rappeur de nationalité togolaise. Il a plusieurs chansons à son actif à l'instar de « Ele boto ». Quant au jeune « Santrinos Raphaël », il est artiste de

la musique Rn'b. D'origine togolaise, Santrinos a sorti son premier album « Crois en moi » en juillet 2017.

Nadia Edodji

L'Afrique c'est magic

Un documentaire dédié au groupe Magic system

« L'Afrique c'est magic » est le titre du film documentaire qui retrace la vie du groupe musical ivoirien Magic system. Ce moyen-métrage de 52 minutes met en avant le parcours exceptionnel du Magic system. Ce documentaire est produit par le groupe RTI (Radiodiffusion Télévision Ivoirienne).

Originaire d'Abidjan en Côte d'Ivoire, le Magic system originel comptait plus d'une cinquantaine de membres (se faisant appeler magiciens). Les membres actuels sont Asalfo (Salif Traore), Goudé, Tino, et Manadja (Adama Fanny).

L'avant-première du film a eu lieu au cinéma Majestic de Prima Center à Marcory, le 18 avril 2019. D'une durée de 52 mn, ce film-documentaire a

été tourné entre Abidjan, Ouagadougou et Paris et réalisé par le groupe RTI et Galaxie Presse en partenariat avec TV5 Monde.

Le ministre Sidy Touré s'est dit heureux d'avoir été associé à la projection en avant-première de ce film documentaire. Pour le ministre de la Communication et des Médias, « ce film est une leçon de vie qui doit inspirer la jeunesse ivoirienne ».

Il a donc salué le courage et l'abnégation des quatre musiciens », tout en les comparant aux Beatles, un célèbre groupe de Rock britannique. « Magic System », selon lui, fait « la fierté de la Côte d'Ivoire ».

« Magic System » est un groupe de musique ivoirien, connu depuis son single Premier Gaou sorti en 2000. En plus de sa sortie en 2014, leur morceau « Magic in the Air » rencontre un second succès en 2018 en devenant



Le groupe Magic System

l'hymne de l'Équipe de France de football à la Coupe du monde 2018 après

sa diffusion dans le stade à chaque but des Bleus.

N.E.

Lire

« Pantagruel » de François Rabelais. Ed vousnousils. Pp 5-6

« ...Gargantua à l'âge de quatre cent quatre-vingt quarante et quatre ans eut son fils Pantagruel de sa femme Badebec, fille du roi des Amaurotes en Utopie qui mourut en lui donnant le jour, car il était si merveilleusement grand qu'il ne put naître sans suffoquer sa mère. Mais pour comprendre parfaitement la cause et la raison de

son nom, qui lui fut donné en baptême, vous noterez qu'en cette année il fit une sécheresse tellement grande dans tout le pays d'Afrique, que les habitants passèrent trente-six mois trois semaines quatre jours seize heures et quelque peu davantage, sans pluie, avec une chaleur de soleil si véhémente que toute la terre en était aride. Elle ne fut, au temps d'Hélie, plus échauffée qu'alors. Car il n'y avait arbre sur terre qui eût feuille ou fleur : les herbes étaient sans verdure, les rivières tarées, les fontaines

à sec, les pauvres poissons délaissés de leur élément, voguant et criant par la terre horriblement, les oiseaux tombant de l'air faute de rosée : l'on trouvait par les champs les loups, les renards, cerfs, sangliers, daims, lièvres, lapins, belettes, fouines, blaireaux et autres bêtes, mortes la gueule béante. À l'égard des hommes, c'était une grande pitié : vous les eussiez vus tirant la langue comme lévriers ayant couru six heures, plusieurs se jetaient dans les puits. Toute la contrée était à l'ancre ; c'était pitoyable de voir

le travail des humains, pour se garantir de cette horrible altération. Car il y avait prou à faire de sauver l'eau bénite des églises pour qu'elle ne fût pas volée. Oh ! combien fut heureux, cette année, celui qui avait une cave fraîche et bien garnie ! Le philosophe raconte, en mouvant la question pourquoi l'eau de mer est salée, qu'au temps où Phébus donna le gouvernement de son chariot lucifique à Phaéon, le dit Phaéon, mal appris en l'art, et ne sachant suivre la ligne écliptique entre les deux tropiques de

la sphère du soleil, varia de son chemin, et approcha tellement de la terre, qu'il mit à sec toutes les contrées subjacentes, brûlant une grande partie du ciel, que les philosophes appellent via lactea ; quoique les plus huppés poètes disent que c'est la partie du ciel où tomba le lait de Junon, lorsqu'elle allaita Hercules. Alors la terre fut tellement échauffée, qu'il lui vint une sueur énorme, dont elle sua toute la mer qui, pour cette raison, est salée, car toute sueur est salée... »

Beurre de Karité

Plusieurs bienfaits que vous ignorez

Le beurre de Karité est issu des fruits de l'arbre du même nom. On le trouve en Afrique de l'ouest et centrale dans les savanes boisées. Son nom signifie « arbre à beurre ». Véritable or blanc, le beurre de Karité procure des bienfaits que beaucoup ignorent.



Le beurre de Karité

Apaisant

Le beurre de Karité est utilisé dans le traitement de l'eczéma (signes liés à des maladies inflammatoires de la peau) et du psoriasis (maladie inflammatoire de la peau). Il adoucit immédiatement, apaise et surtout protège tous les types de peaux. Il faut l'utiliser quotidiennement. Son utilisation n'engendre aucune allergie.

Hydratant

En période de froid intense, il est conseillé de l'appliquer sur la peau, notamment celle du visage. Il hydrate et lutte contre les rides. Le beurre de Karité combat efficacement les agressions du froid ou des produits ménagers. Vous pouvez donc l'utiliser aussi pour les mains et les ongles.

Assouplissant

Le beurre de Karité permet de lutter contre la peau d'orange et les vergetures. Il corrige tous les petits défauts et rend la peau lisse et douce.

Protecteur

Le beurre de Karité peut servir à cicatiser les lèvres gercées pendant la saison dénommée harmattan. Il est aussi incroyable pour protéger et hydrater les fesses et tout le corps de votre bébé. Enfin, il agit comme une crème solaire en protégeant des rayons ultra-violets et soulage les coups de soleil.

Nourrissant

Le beurre de Karité embellit la chevelure. Il peut être utilisé en masque pour faire pousser les cheveux.

Il est en effet très efficace sur les pointes sèches, évitant qu'elles deviennent fourchues trop rapidement. Sur l'ensemble de la chevelure, il peut remplacer le gel et empêcher le dessèchement, surtout en cas de l'usage d'un sèche-cheveux.

Régénérant

Cet effet est surtout remarqué sur les jambes et les pieds. Pour les crevasses, mais aussi pour les cors et les verrues, ne vous retenez pas d'utiliser le beurre de Karité. Appliqué le soir au couché, il fait disparaître les vilaines callosités (prolifération cellulaire de la peau) sans avoir à poncer. Il est possible aussi d'en mettre sur les jambes après une séance d'épilation ou en gommage.

Cicatrisant

Le beurre de Karité soigne les petits bobos. Il est efficace par exemple sur les piqûres d'insectes ou les petites brûlures. Il empêche les petites cloques d'apparaître.

Edem D.

Source : Journal scientifique et technique du Mali

Paludisme

Un nouveau vaccin expérimental pour le début de la fin ?

A quelques heures de la célébration de la Journée mondiale contre le paludisme, l'Organisation mondiale de la santé lance un nouveau vaccin expérimental. Peut-on espérer que l'on amorçe le début de la fin de cette épidémie si ce vaccin se révélait efficace ?



Une séance de vaccination

L'OMS lance un plan pour réduire de 90% les cas mortels d'ici 2030. Le Malawi a donné mardi dernier, le coup d'envoi du premier test grandeur nature du vaccin expérimental le plus avancé à ce jour contre le paludisme, une maladie qui fait chaque année, plusieurs centaines de milliers de morts en Afrique.

Il s'agit d'un aboutissement de plus de trente ans de travaux et d'un investissement d'un milliard de dollars. La campagne vise à confirmer l'efficacité du vaccin sur des enfants âgés de moins de deux ans. Elle est lancée dans un centre de santé de la capitale malawite Lilongwe et se poursuivra la semaine prochaine au Ghana et au Kenya, les deux autres pays pilotes du programme. L'OMS espère vacciner 120 000 enfants dans chacun de ces trois pays d'ici 2020. Baptisé « Mosquirix » ou RTS, S, ce vaccin a été développé par le géant pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline et l'ONG Path, et financé par l'Alliance du vaccin (Gavi), le Fonds mondial de lutte contre le Sida et le paludisme et l'Unicef.

Edem Dadzie

Méningite

Les caractéristiques climatiques qui favorisent l'épidémie au Togo

La méningite est une maladie contre laquelle se bat le système de santé togolais depuis des années à travers des séances de vaccination et la veille épidémiologique. Mais quelles sont les caractéristiques climatiques qui font de notre pays un terrain favorable ? Quels sont les signes de cette maladie et comment la prévenir ?

Le Togo fait partie de l'ensemble des pays qui sont situés dans une zone qu'on appelle la « ceinture de la méningite ». Ces pays ont des caractéristiques climatiques à peu près semblables. On note essentiellement la présence d'un climat tropical marqué par la chaleur, la poussière et tout ce qu'elles véhiculent. Ces éléments sont favorables à la vie de la bactérie responsable de la méningite.

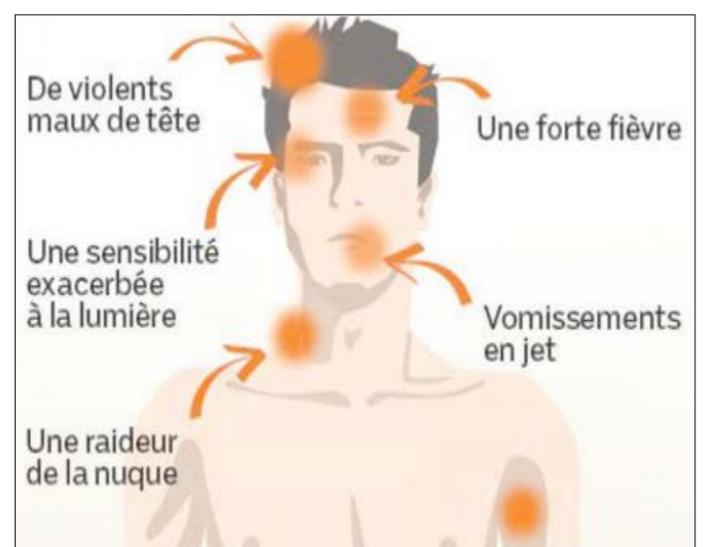
Au Togo, la partie nord du pays, notamment la région des Savanes, de la Kara, Centrale, mais aussi la région des Plateaux sont favorables à ces conditions. A partir

de novembre, la sécheresse commence et est marquée par la survenue des vents comme l'harmattan qui soulève beaucoup de poussière. C'est donc une période propice pour la maladie d'atteindre l'Homme. Lorsque la méningite attaque quelqu'un, le germe loge dans les voies aériennes (gorge, bouche). Une personne atteinte peut donc facilement transmettre la maladie par la toux, l'éternuement. On comprend donc pourquoi une épidémie de méningite peut survenir facilement.

La maladie se manifeste essentiellement par le corps chaud, les maux de tête, la

raideur et douleur du cou, le vomissement, les troubles de la conscience, le coma. Chez l'enfant, en dehors de ces signes, il y a aussi le cou mou. En présence de ces signes le patient doit être conduit au centre de santé le plus proche. Les cas de méningite sont pris en charge correctement dans notre pays. Les maladies guérissent très bien sans aucune complication ni séquelles lorsque les malades sont pris en charge très tôt.

En cas de retard dans la prise en charge du malade, des complications comme la surdité, les troubles du comportement vont



survenir.

Prévention de la méningite Pour éviter d'attraper la méningite, des mesures simples comme éviter les milieux poussiéreux, se protéger le nez et la bouche en période de grande poussière. Avant de balayer un sol poussiéreux, il faut arroser le sol. Se laver régulièrement les mains. Il est recommandé de tousser ou d'éternuer dans le creux

du coude afin d'éviter de laisser des germes dans les mains. Le moyen le plus efficace pour éviter la maladie, c'est la vaccination. Le système de santé a pris toutes les dispositions pour une réaction rapide et efficace en cas d'épidémie déclarée.

E. Dadzie

Source : Dr Hamadi Assan, médecin épidémiologiste

Prix international « la France s'engage »

Women environmental programme-Togo peut intensifier son engagement

L'ONG Women environmental programme-Togo (Wep-Togo) a remporté le prix international de la fondation « la France s'engage ». Le prix lui a été remis le jeudi 18 avril dernier en présence de François Hollande, ancien président de la République française.



Le prix international de la fondation « la France s'engage », récompense chaque année des projets d'innovation sociale dans les pays en voie de développement. Pour cette année, 5 projets

d'entrepreneuriat portés par des femmes ou en faveur des femmes dans le secteur du numérique étaient en compétition. Le projet porté par Wep-Togo est un appui aux femmes agricultrices en gestion durable et efficiente des terres dans la préfecture d'Agou. Il vise la réduction de la dégradation des terres agricoles en améliorant leur productivité et le niveau de vie économiques des femmes en particulier, et des agriculteurs en général.

L'obtention d'un nouveau financement permettra à l'ONG Wep-Togo de poursuivre sa démarche de développement communautaire dans les

autres localités. Grâce à ce prix, elle pourra venir en appui aux communautés des autres préfectures dans la restauration écologique des terres agricoles, favoriser leur adaptation aux changements climatiques et contribuer ainsi au renforcement des capacités des femmes agricultrices des régions maritime et plateaux.

Pour rappel, cette ONG avait bénéficié entre 2016 et 2017, d'un appui de l'ambassade de France sur le fonds PICSSA (Projets innovants des sociétés civiles et coalitions d'acteurs).

Edem D.

Au Parlement

La commission des lois a entamé l'étude du projet des réformes constitutionnelles

Tel qu'annoncé la semaine dernière, la commission des lois de l'Assemblée nationale a entamé ce mardi l'examen du projet des réformes constitutionnelles, une des grandes priorités de cette législature. Sur la table, des articles de la constitution portant notamment

sur l'introduction d'un scrutin uninominal majoritaire à 2 tours et la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels, soit 10 ans au maximum. A l'ouverture des travaux la Cheffe du parlement, Yawa Djigbodi Tségan, a invité les membres de la commission à privilégier l'intérêt national, en vue

d'accélérer l'adoption de ces réformes. Selon la procédure, le projet une fois passé en commission, devra être soumis aux députés pour une adoption à une majorité des 4/5ème. Faute de quoi, un référendum sera organisé. Le ministre de la fonction publique et point focal



Des députés en pleine séance

du gouvernement, Gilbert Bawara, a rassuré l'opinion sur ce projet de loi qui tient compte des recommandations de la Cedeao. « Nous devons essayer de privilégier les moments

de concorde et oublier ce qui a pu constituer des sujets de discorde et d'antagonisme », a-t-il notamment déclaré.

Des députés en pleine séance

ACHETEZ & LISEZ désormais



SUR

MONKIOSK.com

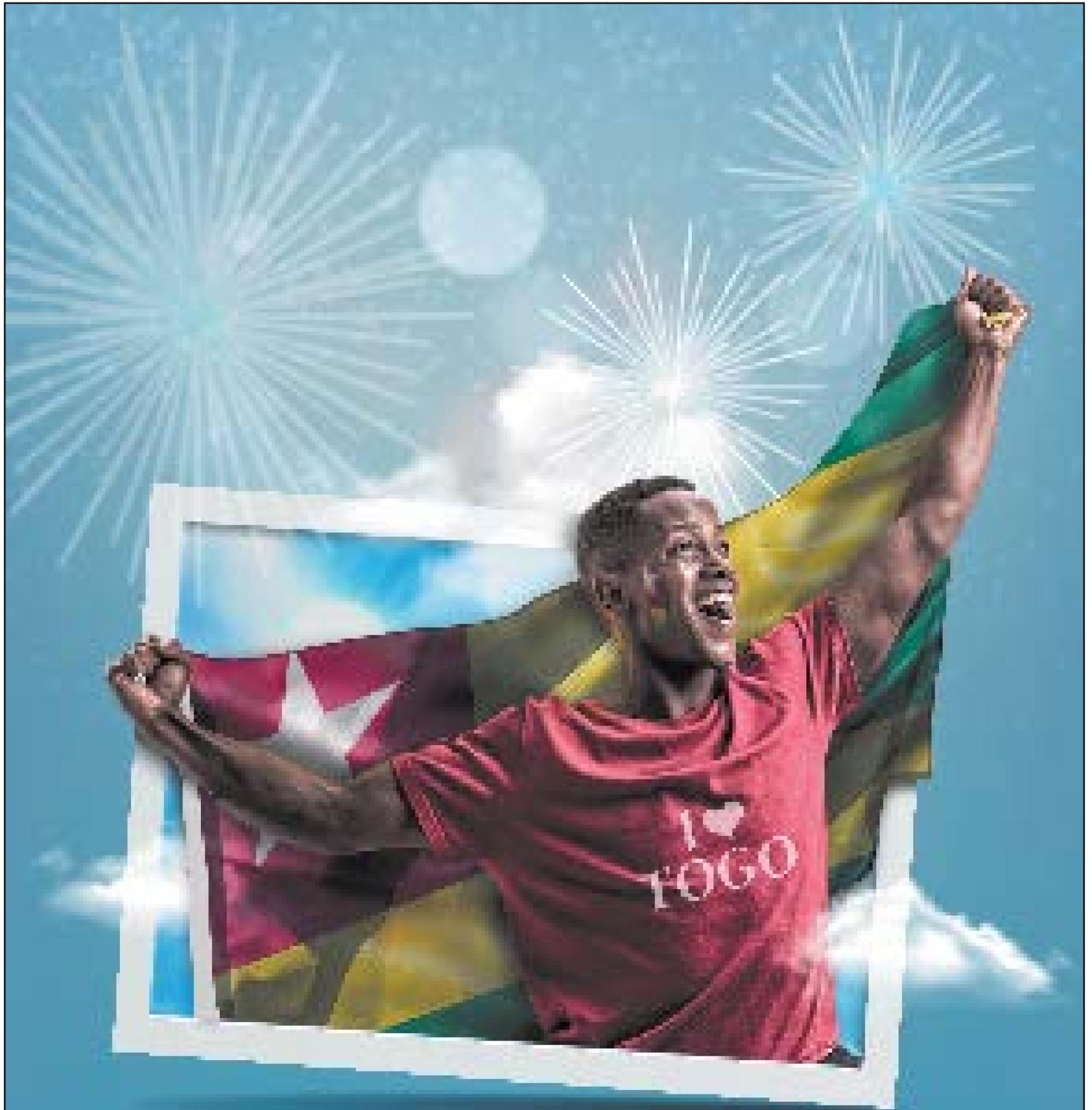
www.monkiosk.com

OU

sur le portail

Lome.com

www.alome.com



1960 - 2019

Bonne fête de
l'indépendance



La Banque Autrement
instantané

